

IMPÔT ET TVQ Leitão entend mener la réforme fiscale

ROBERT DUTRISAC
Correspondant parlementaire
à Québec

Avant même que ne déburent les consultations sur le rapport de la commission Godbout, le ministre des Finances, Carlos Leitão, a révélé que son idée était faite: il a la ferme intention de l'appliquer, notamment sa principale recommandation, celle de hausser la taxe de vente pour réduire de la même somme l'impôt sur le revenu.

Le ministre des Finances pourrait même annoncer sa décision, ainsi que l'échéancier, avant le prochain budget, a-t-il révélé dans un point de presse avant de participer à la commission parlementaire qui se penchait, à compter de jeudi matin, sur la réforme fiscale que proposent l'économiste et fiscaliste Luc Godbout et son équipe dans son rapport publié en mars dernier.

Pour contrer le scepticisme dans la population, qui pourrait douter que la réforme soit neutre quant au fardeau fiscal, Carlos Leitão estime que le gouvernement Couillard pourrait commencer par baisser les impôts et, quelques mois plus tard, hausser la taxe de vente de 1%, comme le recommande la commission Godbout.

Carlos Leitão n'a pas encore convaincu tous ses collègues du Conseil des ministres et les députés. «Je ne suis pas seul. Je ne suis pas le roi, je ne suis pas l'empereur», a-t-il affirmé. Du côté de l'empereur, c'est-à-dire du premier ministre Philippe Couillard, on indique à son cabinet qu'il a «un préjugé favorable», mais que la prudence s'impose pour que cette réforme n'appauvrisse pas les plus démunis. Le ministre Leitão reconnaît qu'un «large consensus» reste à bâtir avant que sa volonté ne devienne impérative.

Toute la réforme
Carlos Leitão ne vise pas seulement à réduire les impôts et hausser les taxes à la consommation, mais à appliquer l'ensemble de la réforme fiscale proposée par Luc Godbout. «La réforme se tient dans son ensemble», a-t-il déclaré.

Car la réforme proposée comprend une augmentation de 13% des tarifs d'électricité, des hausses des taxes spécifiques sur l'essence, le tabac et l'alcool, ainsi que l'abolition de 34 mesures fiscales touchant les particuliers, une économie de 1,2 milliard. À cela s'ajoute une diminution des charges im-

VOIR PAGE A 10 : RÉFORME

La guerre pour secourir les réfugiés

Pour Stephen Harper, la mort du petit Aylan Kurdi est une autre preuve de la nécessité de la lutte contre EI

MARIE VASTEL
Correspondante parlementaire
à Ottawa

L'image d'un bambin syrien mort noyé en tentant de fuir le conflit avec sa famille a non seulement secoué la planète, mais elle est venue bou-

lever la campagne électorale fédérale. Tous les chefs ont tour à tour retenu leurs larmes, en réagissant à cette triste photo jeudi. Stephen Harper y compris. Mais le chef conservateur a rapidement répliqué avec ses canons: ce drame humain est une preuve

de plus qu'il faut bombarder l'Irak et la Syrie.

L'histoire d'Aylan Kurdi et de sa famille a complètement fait dérailler la campagne conservatrice jeudi, après qu'on eut appris que la tante de l'enfant, qui habite l'Ouest canadien, avait entamé des dé-

marches pour que sa famille la rejoigne. Le ministre de l'Immigration Chris Alexander a interrompu sa campagne pour revenir à Ottawa faire le point sur la situation. Son collègue au Multiculturalisme, Jason Kenney, a annulé une «annonce importante» en matière

d'immigration. Et leur chef Stephen Harper a abandonné une séance photo et l'annonce

VOIR PAGE A 10 : RÉFUGIÉS

Lire aussi · Bernard Descôteaux, Christian Rioux et Manon Cornellier. *Pages A 3, A 8 et A 10*



ROBERT ATANASOVSKI AGENCE FRANCE-PRESSE



ATTILA KISBENEDEK AGENCE FRANCE-PRESSE



ANGELOS TZORTZINIS AGENCE FRANCE-PRESSE



ISTVAN BIELIK AGENCE FRANCE-PRESSE



ATTILA KISBENEDEK AGENCE FRANCE-PRESSE

Chaque jour, des centaines de personnes fuient les zones ravagées par les conflits. Certaines prennent la mer, d'autres marchent pour atteindre les frontières, tandis que les trains d'Europe de l'Est s'emplissent de réfugiés. Cette mosaïque montre des scènes photographiées dans la seule journée de jeudi.

L'image qui marque

Sans en changer le cours, certaines photographies réussissent à se frayer un chemin dans l'Histoire

FRANTZ DURUPT

La photo d'Aylan Kurdi, réfugié syrien mort noyé, s'inscrit dans la tradition des clichés où l'enfance cristallise les drames humanitaires. Des images qui, souvent, accompagnent des changements plus qu'elles ne les provoquent.

Les images qui «*changent le monde*» ont-elles vraiment changé le monde? Et l'image d'Aylan Kurdi, un enfant syrien dont le corps a été rejeté par la mer sur une plage turque, va-t-elle «*éveiller nos consciences*»? C'est ce qu'espère, par exemple, Alain Mingam, photojournaliste et lauréat du World Press, dans un entretien à *Libération*.

Mais ne risque-t-on pas de projeter dans cette image un pouvoir qu'elle n'a pas? Historiquement, elle renvoie à d'autres icônes, d'autres drames: on pense, forcément, à la photo de Kim Phuc, enfant vietnamienne, victime d'une bombe au Napalm, pleurant nue devant l'objectif de Nick Ut. Le 8 juin 1972, ce photographe de l'Associated Press capture l'instant où deux avions de l'armée sud-vietnamienne avaient bombardé, par erreur, une pagode où se trouvaient des compatriotes. Le lendemain, le *New York Times* imprime le cliché en bas à



NILUFER DEMIR / DOGAN NEWS AGENCY / AFP

Plus que nulle autre avant, cette photo de Nilufer Demir a cristallisé la crise des migrants.

AUJOURD'HUI



Week-end · Le patrimoine en marche dans le Vieux-Québec. Une balade dans la ville pour souligner les 30 ans de l'entrée à l'UNESCO. *Page B 1*

Économie · Le recul du huard ranime les exportations. Le Canada a étonnamment bien fait en Chine. *Page A 7*



Avis légaux..... B 4
Décès..... B 8
Météo..... B 7
Mots croisés..... B 7
Petites annonces..... B 8
Sudoku..... B 2



Jardins de lumière

Jardin botanique
4 septembre au 1^{er} novembre

Billets en ligne : espacepourlavie.ca



espace pour la vie **jardin botanique** montréal

PIE-IX Montréal

ACTUALITÉS

L'investiture de Thomas Mulcair lance les hostilités des deux prochains mois

KARL RETTINO-PARAZELLI

La campagne électorale du Nouveau Parti démocratique (NPD) a débuté il y a plusieurs semaines, mais les troupes néodémocrates ont relancé les hostilités pour les deux prochains mois jeudi soir en investissant le dernier candidat québécois: leur chef, Thomas Mulcair.

Accueilli par les applaudissements de ses partisans réunis au théâtre Rialto, à Montréal, le chef néodémocrate et candidat dans la circonscription d'Outremont a livré un discours rappelant le chemin parcouru par le NPD au cours des dernières années.

Le nom de Jack Layton a été évoqué à plusieurs reprises, M. Mulcair insistant sur l'importance de terminer le travail entamé en 2011 par son défunt prédécesseur.

«Nous avons alors déclenché une vague sans précédent, la vague orange. Une vague que certains décrivaient alors comment un accident de parcours, a-t-il déclaré. Ils se sont trompés.»

Thomas Mulcair a rappelé les principales réalisations du NPD sur les banquettes de l'opposition et il a réitéré certains engagements récents, comme le salaire minimum fédéral de 15\$ l'heure ou encore le financement de places de garderies à 15\$ — à condition que les provinces acceptent de contribuer à l'effort financier. Il a ensuite réservé l'essentiel de ses attaques aux conservateurs de Stephen Harper, dont le plan économique a échoué, a-t-il soutenu.

Lorsqu'on lui parle de récession, M. Harper est le seul pre-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'investiture de Thomas Mulcair dans Outremont permet au NPD de boucler la liste de ses 78 candidats québécois en vue de l'élection du 19 octobre.

mier ministre de l'ère moderne à devoir demander «laquelle», a lancé le chef du NPD.

Il a également répondu à mots couverts à ceux qui prétendent que son parti ne défend pas adéquatement les intérêts du Québec. «Notre équipe est constamment à l'œuvre pour défendre [des] organismes essentiels à la vie communautaire, tout comme elle représente avec force le Québec sur les grands enjeux nationaux.»

Thomas Mulcair a par ailleurs repris là où il avait laissé plus tôt en journée en consacrant une partie de son allocu-

tion à la crise des migrants et au besoin d'agir sans attendre dans ce dossier.

Liste complétée

Le rassemblement de jeudi a pris des allures de nouveau départ dans cette longue campagne électorale puisque tous les partis, y compris le NPD, ont l'intention d'accélérer le rythme à partir de la fête du Travail.

L'investiture de Thomas Mulcair dans Outremont permet au NPD de boucler la liste de ses 78 candidats québécois en vue de l'élection du 19 octobre. Au

Québec, le parti a un taux de représentation féminine légèrement inférieur à 50%.

M. Mulcair est député d'Outremont depuis 2007. Lors de la dernière élection de 2011, il a remporté la course avec 56,37% des voix, contre 23,69% pour son plus proche poursuivant, le libéral Martin Cauchon. Cette année, il fera notamment face à Rachel Bendayan (Parti libéral), Rodolphe Husny (Parti conservateur) et Roger Galland Barou (Bloc québécois).

Le Devoir

Trudeau promet un pont Champlain sans péage

JEANNE CORRIVEAU

Avec Justin Trudeau comme premier ministre, il n'y aurait pas de péage sur le pont Champlain et la livraison du courrier à domicile serait rétablie. Ce sont là deux des promesses que le chef du Parti libéral du Canada a formulées au maire Denis Coderre lors de son passage à l'hôtel de ville de Montréal jeudi matin.

Justin Trudeau était le premier chef en campagne à rendre visite à Denis Coderre. Celui-ci l'attendait avec une liste de 26 demandes pour la métropole totalisant 599 millions par année.

De la même famille politique que le maire, Justin Trudeau était en terrain ami. «M. Trudeau a compris l'importance des municipalités. Il comprend qu'on peut diriger le pays en rencontrant les maires», a lancé d'entrée de jeu le maire Coderre, faisant référence aux propos tenus la veille par le député conservateur Denis Lebel. Mercredi, M. Lebel avait dit que pour un chef de parti, rencontrer les maires n'était pas un prérequis pour diriger le pays.

Un pont sans péage

Justin Trudeau a réitéré son intention de ne pas doter le pont Champlain d'un péage si son parti est porté au pouvoir le 19 octobre prochain. «Le pont Champlain est un pont essentiel, pas juste pour Montréal et pour la région, mais aussi pour l'économie du Canada», a-t-il dit. Comme il s'agit d'un pont de remplacement, l'imposition d'un péage ne se justifie pas, selon lui.

Au sujet de Postes Canada, le chef libéral a indiqué qu'un gouvernement libéral rétablirait le service de livraison à domicile là où c'est nécessaire ou là où une volonté claire est exprimée. Questionné sur l'opération de destruction au marteau-piqueur d'une dalle de Postes Canada par Denis Coderre le 13 août dernier, Justin Trudeau s'est esclaffé: «Denis, c'est Denis. C'est un passionné, mais je crois qu'il a exprimé l'indignation que de nombreux Canadiens ressentent.»

Le chef libéral n'a pas voulu s'avancer au sujet du Vieux-Port que la Ville de Montréal souhaiterait rapatrier. Le dossier fera l'objet de discussions, mais ce dont la Ville a besoin dans l'immédiat, c'est d'un «vrai partenariat», a-t-il expliqué.

Transports collectifs

Justin Trudeau dit avoir pris note des revendications du maire en matière de transports en commun et il a semblé ouvert à l'idée d'une contribution fédérale au financement du système léger sur rails (SLR) sur le futur pont Champlain. «Le PLC a annoncé presque 20 milliards sur 10 ans dans le transport collectif selon les priorités des villes. Nous reconnaissons à quel point le SLR est important», a-t-il dit.

Le chef libéral a aussi donné son appui au maire Coderre dans le dossier des sites d'incinération supervisée.

Vendredi matin, ce sera au tour de la chef du Parti vert du Canada, Elizabeth May, de rendre visite au maire Coderre.

Le Devoir

Alors que Paul, le célèbre personnage de Michel Rabagliati, fait son entrée au cinéma, une première toute québécoise, *Le Devoir* vous prépare une édition bien spéciale.



Un numéro à vous procurer et à conserver **ce mardi!**

LE DEVOIR

Michel Rabagliati

Paul dans le Nord



EN AVANT-PREMIÈRE

Voyez les toutes premières planches du nouvel album *Paul dans le Nord* attendu plus tard cet automne.

ACTUALITÉS

Les donneurs de leçons

CHRISTIAN RIOUX

à Paris



La photo d'un enfant mort sera toujours obscène. Mais allez donc expliquer cela à une presse en mal de sensations. La presse britannique, qui se targue de faire la leçon à l'Europe et notamment à la France en matière de migrants, a donc étalé à pleines pages la photo du petit Aylan Kurdi, échoué mercredi sur une plage turque. Tout cela alors qu'en France et en Allemagne — où l'on accueille pourtant plus de réfugiés qu'au Royaume-Uni — a prédominé une saine pudeur. Celle qui est due à cette abomination que sera toujours la mort d'un enfant.

Il en va un peu du Royaume-Uni comme du Canada. Si le premier est le cancre de l'Europe en matière d'asile, le second se classe parmi les cancrs des pays développés. Et pourtant, c'est dans ces pays où l'on préfère généralement les immigrants riches, jeunes et instruits que l'on semble le plus prompt à faire la leçon aux Européens.

Ainsi, une certaine gauche, qui confond la politique et les bons sentiments, ne cesse de laisser entendre qu'il faudrait pratiquement abolir les frontières afin d'accueillir «*toute la misère du monde*», selon les mots de l'ancien premier ministre socialiste Michel Rocard. La droite néolibérale dit sensiblement la même chose. Selon elle, il suffirait pour régler cette

La crise migratoire que vit actuellement l'Europe ne serait-elle pas le résultat d'un certain mépris des frontières?

crise migratoire de faire comprendre au bon peuple que l'immigration est bonne pour l'économie. La chose serait vraie partout et en tout temps. Comme si l'immigration n'avait pas aussi des coûts sociaux et politiques.

Le problème des donneurs de leçons, c'est qu'ils ont partout et toujours la même solution: l'ouverture à tout va. Or la crise migratoire que vit actuellement l'Europe ne serait-elle pas justement le résultat d'un certain mépris des frontières? Si l'on veut se faire une idée de l'immense capharnaüm que représenterait un monde sans frontières, il suffit en effet de regarder ce qui se passe aujourd'hui en Europe. La crise actuelle est largement le fruit de l'effacement des frontières. D'abord celles du Moyen-Orient mises à mal par une politique d'intervention irresponsable en Irak et en Libye. Celles de l'Europe ensuite où grâce au traité de Schengen, des pays comme l'Italie et la Hongrie sont encouragés à se débarrasser (sans les enregistrer) des migrants qui posent le pied sur leur territoire. Bref, à les refiler aux pays voisins contrairement à ce que prescrit la convention de Genève. Ces migrants (qui ne sont pas tous des réfugiés) sont ainsi incités à «magasiner» leur destination et à tenter d'atteindre par tous les moyens l'Europe du Nord. Or, l'asile n'a pas pour but d'améliorer la situation économique des migrants, mais de protéger des réfugiés dont la vie est menacée. Aylan Kurdi était probablement l'un d'eux.

◆ ◆ ◆

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce n'est pas la suppression des frontières qui sauve des vies. Cela est peut-être triste à dire, mais c'est la réalité. Si les morts sont rares parmi les 3000 migrants du Nord-Pas-de-Calais, c'est parce que la frontière britannique est bien gardée par la police française en vertu des accords signés entre les deux gouvernements. Si celle de la Méditerranée l'était aussi bien, le petit Aylan Kurdi serait probablement encore en vie à l'heure qu'il est. Il serait dans un camp où il pourrait solliciter le statut de réfugié comme peuvent le faire tous les migrants de Calais. C'est pourquoi l'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine avait évoqué, parmi l'arsenal des solutions possibles, l'instauration d'un blocus maritime sur les côtes de la Libye en attendant de calmer le jeu dans ce pays.

Il est facile de faire la leçon aux Européens surtout lorsqu'on vit dans un pays, le Canada, parmi les moins accessibles aux demandeurs d'asile. Il est plus difficile de proposer des solutions réalistes qui sauveront des vies au lieu de se contenter du spectacle compassionnel en s'apitoyant sur la montée de l'extrême droite, les barbelés de la frontière hongroise et la misère des sans-papiers.

La crise migratoire en Europe ne se résoudra pas en faisant la morale aux peuples. Ceux-ci demeureront réticents à assumer leur devoir d'asile tant et aussi longtemps qu'on ne distinguera pas clairement les réfugiés des simples migrants économiques. Cette distinction n'a rien de sémantique. Face aux premiers, les pays développés ont un devoir d'accueil primordial. Face aux seconds, chaque pays est libre de se déterminer comme il l'entend. Il est normal que l'Allemagne, en pleine crise démographique, souhaite plus d'immigration. Mais il est tout aussi légitime que la France ne le souhaite pas, compte tenu de l'état de son économie et de sa situation politique et sociale. Cela n'a rien à voir avec le racisme et la xénophobie. Même la Suède exemplaire et sans chômage a récemment connu des émeutes dans ses banlieues.

Il n'y aura pas de solution à cette crise migratoire sans respecter les frontières des pays et la volonté des peuples européens. En attendant, les sermons ne font de bien qu'à ceux qui les prononcent.

Les organismes d'accueil du Québec sont prêts à recevoir des réfugiés

ISABELLE PORTER

à Québec

Alors que le Québec prévoyait d'accueillir un total de 1650 réfugiés en 2015, les organismes qui travaillent avec eux sur le terrain se disent capables d'en recevoir jusqu'à 5000, dont des milliers de Syriens.

«*J'en ai discuté avec les collègues et je mettrai ma main au feu qu'on serait capable d'en avoir 5000*», a déclaré Stephan Reichhold de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI).

Le TCRI fait ici référence à des réfugiés pris en charge et parrainés par l'État. En 2014, le Québec en a accueilli 1515, mais aucun n'était Syrien. Le groupe le plus important provenait de la République démocratique du Congo (RDC). Depuis janvier dernier, seulement huit réfugiés syriens parrainés par le Canada se sont installés au Québec.

Cette évaluation survient alors que le premier ministre Philippe Couillard se dit ouvert à accueillir «*des milliers*» de réfugiés en provenance de Syrie.

Des ressources sous-utilisées

Le Centre multiethnique de Québec a accueilli 310 réfugiés en 2014. L'année précédente, ils n'étaient que 235, note sa directrice, Dominique Lachance.

«*La capacité, on l'a. À l'époque des Bosniaques, on accueillait jusqu'à 700 réfugiés par année. Maintenant, on a plus de personnel et des installations.*»

L'organisme vient en effet de déménager dans un tout nouveau centre (Le Canopée) équipé de chambres d'urgence pour les réfugiés qui viennent d'arriver. Sur les 20 chambres, trois sont occupées à l'heure actuelle.

A Sherbrooke, le discours est le même. Le Service d'aide aux néo-Canadiens aimerait bien

accueillir davantage de réfugiés cette année. «*On a reçu 218 personnes cette année*, explique sa directrice, Mercedes Orellana. *Avec 300 ou 350 personnes, on ne se sentirait pas débordés*», poursuit-elle. Son organisme est tout à fait disposé à en accueillir davantage, mais pour cela, il faudra ajouter des ressources et enrichir la banque de bénévoles.

Contrairement à Québec, Sherbrooke a déjà accueilli des réfugiés syriens, mais ceux-là étaient parrainés par des organisations privées qui ont des ententes avec le gouvernement. Il s'agit souvent de congrégations religieuses qui peuvent amasser jusqu'à 30 000\$ pour parrainer une seule famille.

D'autres organismes laïques comme Action réfugiés Montréal aident des Syriens vivant au Québec à faire venir leurs familles ou des connaissances. «*Les gens d'ici nous proposent des noms. Nous, on prépare tous les documents et on soumet ça au gouvernement*», explique le directeur, Paul-Anthony Clarke.

Action réfugiés parraine ainsi 45 dossiers par an, la plupart de Syrie. Il lui est impossible d'en prendre davantage faute de ressources. Les autres aboutissent sur une liste d'attente.

Ces dernières années, le gouvernement conservateur a priorisé le parrainage privé au lieu du parrainage par l'État. En 2014, 772 réfugiés sont arrivés au Québec de cette façon, dont 403 Syriens.

Comme la plupart des intervenants dans ce domaine, M. Clarke croit que le gouvernement devrait augmenter le nombre de réfugiés parrainés par l'État. Or, cela va nécessiter selon lui davantage de services d'intégration sur le terrain.

«*L'avantage avec le parrainage privé, c'est qu'il y a de la famille ou encore une communauté religieuse qui est là pour soutenir les réfugiés. [...] Admettons que les gens ont un problème de plomberie dans leur appartement, ils vont appeler leur oncle ou quelqu'un*

Du jamais vu !

Depuis que circule la photo du bambin trouvé sur une plage de Turquie, le téléphone n'arrête pas de sonner chez Action réfugiés Montréal. «*Nos lignes sont congestionnées*, raconte le directeur Paul-Anthony Clarke. *Il y a des gens qui appellent parce qu'ils veulent aider. J'ai un monsieur de Berthierville qui m'a appelé parce qu'il veut parrainer des Syriens*, lance-t-il, étonné. *Je reçois des messages de gens qui veulent faire des dons. On n'a jamais vu une réaction de la population comme ça !*»

de la paroisse. Mais le réfugié parrainé par l'État, il va appeler qui ? »

Tous s'entendent pour dire que cela va requérir plus d'organisation, mais c'est tout à fait faisable, dit-on. «*Avec le Kosovo, ça avait super bien marché*, explique M. Reichhold, de la TCRI. *Le programme avec les familles haïtiennes avait aussi bien été. Il y a eu une mobilisation des acteurs, les organismes ont eu un financement additionnel pour développer des choses et il y a aussi eu une grande mobilisation des bénévoles.*»

Dominique Lachance renchérit en ajoutant que l'arrivée de groupes importants de réfugiés, surtout lorsqu'elle est médiatisée, permet aux organismes d'attirer un nombre impressionnant de bénévoles.

Le Devoir

D Lire aussi · Un candidat du Bloc décrit la vie à Bodrum. Une entrevue avec Charles Mordret, candidat dans la circonscription de Québec, sur l'application tablette et le site Web du Devoir.



BULENT KILIC AGENCE FRANCE-PRESSE

Des réfugiés syriens fuient les jets des canons à eau utilisés par l'armée turque presque quotidiennement pour les éloigner des clôtures de barbelés, à la frontière près de la ville syrienne de Tal Abyad.

Aylan, trois ans, enfant de Kobané

Le petit garçon est mort noyé en pleine Méditerranée en tentant de fuir le groupe armé État islamique, avec sa famille. Une tragédie partagée par des centaines de migrants.

LUC MATHIEU

Aylan Kurdi, mort noyé à trois ans, n'aura connu que la guerre et la fuite. Toute sa vie, il aura été poursuivi par les combats et les massacres à travers son pays, la Syrie, jusqu'à la tentative d'exil en Europe. Son corps a été retrouvé mercredi sur une plage de Bodrum, en Turquie. Son frère Ghaleb, cinq ans, et sa mère Rehan sont morts avec lui dans le naufrage de la barque censée les amener en Grèce. Seul le père, Abdullah, a survécu.

Répression sauvage

La famille est originaire de Kobané, une enclave kurde à la frontière turque. À la naissance d'Aylan, elle vit à Damas, la capitale, selon l'Agence France-Presse. La Syrie est déjà secouée par les violences. Depuis début 2011, les manifestations demandant le départ de Bachar al-Assad se propagent à travers le pays. Le régime les assimile, contre l'évidence, à des «*terroristes*», manipulés par des pays étrangers. La répression est sauvage; début 2012, la révolution se mue en guerre civile.

La famille d'Aylan fuit Damas et se réfugie à Alep, la grande ville du Nord syrien. Dans les mois qui suivent, les combats se rapprochent. Les rebelles s'emparent de villages alentour, avant de pénétrer fin juillet dans la ville. Le régime recule mais envoie ses avions de chasse bombardier les quartiers qu'il a perdus. Aylan et sa famille rejoignent Kobané.

Leur répit ne durera pas. À l'été 2014, les djihadistes du groupe armé État islamique (EI) se lancent à l'assaut de l'enclave. Ils s'emparent facilement des villages des environs et pénètrent dans la ville. Comme des dizaines de milliers de familles kurdes, celle d'Aylan se réfugie en Turquie. Fin janvier, après des semaines de bombardements de la coalition, les djihadistes sont chassés. Kobané est dévastée, polluée par des milliers d'obus et de grenades non explosés, mais la famille d'Aylan rentre chez elle. Elle y restera moins de six mois. En juin, les djihadistes lancent une nouvelle offensive. Plus de 200 civils sont tués.

Aylan, son frère et leurs parents repartent en Turquie. Ils se décident à l'exil en Europe. Ils ne sont



MEHMET CAN MERAL ASSOCIATED PRESS

Abdullah, le père du petit Aylan, a attendu jeudi les corps de ses proches à la morgue de Mugla, en Turquie.

pas les seuls: des milliers de Syriens réfugiés en Turquie tentent alors de partir en Europe.

«*Il y a eu un pic énorme cet été. Beaucoup de Syriens qui se sont exilés l'an dernier pour fuir EI pensaient que ça ne durerait pas, qu'ils pourraient rentrer rapidement chez eux. Ils ont compris que l'inverse se produisait et ont attendu l'été pour*

quitter la Turquie», explique Félix Legrand, spécialiste de la Syrie.

«Ils m'ont glissé des mains»

Abdullah emprunte de l'argent et emmène femme et enfants à Bodrum, sur la côte ouest, où ils resteront durant un mois. En face, il y a l'île grecque de Kos, l'une des portes d'entrée en Europe. Mercredi, peu après qu'ils ont embarqué à bord d'un petit bateau, la mer s'est levée. Le passeur s'est jeté à l'eau, abandonnant les passagers. «*Nous avions des gilets de sauvetage, mais le bateau a subitement chaviré parce que des gens se sont levés. Je tenais la main de ma femme. Mais mes enfants m'ont glissé des mains*», a raconté Abdullah à l'agence de presse Dogan. Au moins neuf autres passagers syriens se sont noyés. «*Il faisait noir et tout le monde criait. C'est pour ça que ma femme et mes enfants n'ont pas pu entendre ma voix. J'ai essayé de nager jusqu'à la côte grâce aux lumières, mais je n'ai pas pu retrouver ma femme et mes enfants une fois à terre. Je suis allé à l'hôpital, et c'est là que j'ai appris la mauvaise nouvelle*», a-t-il ajouté. Les corps d'Aylan, Ghaleb et Rehan devaient être ramenés jeudi à Kobané pour y être enterrés vendredi ou samedi.

Libération

ÉCONOMIE



DANIEL ROLAND AGENCE FRANCE-PRESSE
Mario Draghi: «Il n'y a pas spécialement de limites dans la capacité qu'a la BCE d'augmenter la voilure de sa politique monétaire»

MARCHÉS BOURSISERS



New York S&P 500 1951,13 ▲ +2,27 +0,12%	PÉTROLE 46,88 +0,63 \$US +1,36%
NASDAQ 4733,50 ▼ -16,48 -0,35%	OR 1124,90 -8,70 \$US -0,77%
DOW JONES 16 374,76 ▲ +23,38 +0,14%	DOLLAR CANADIEN 75,79 *0,44 \$US +0,6%
	1\$US = 1,3271 67,15 +0,97 EURO 1 EURO = 1,4679

Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	(%)	Volume (000)	Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	(%)	Volume (000)
-------	---------	-----------	----------------	-----	--------------	-------	---------	-----------	----------------	-----	--------------

LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

S&P TSX	SPTT13	596,41	51.16	0.38	179596
S&P TX20	TX20	509.97	0.11	0.02	44913
S&P TX60	TX60	800.03	2.86	0.36	87950
S&P TX60 Cap.	TX6C	884.68	3.17	0.36	87950
Cons. de base	TTCS	482.52	4.46	0.93	2648
Cons. discrét.	TTCD	173.19	0.73	0.42	6896
Énergie	TTEN	172.74	-0.04	-0.02	60327
Finance	TTFS	232.05	1.65	0.72	20431
Aurifère	TTGD	121.70	-3.18	-2.55	38042
Santé	THHC	145.89	-0.78	-0.53	2243
Tech. de l'info	TTTK	50.62	-0.45	-0.88	4098
Industrie	TTIN	165.61	1.10	0.67	10471
Matériaux	TTMT	173.07	-1.34	-0.77	54385
Immobilier	TTRE	270.14	2.30	0.86	5147
Télécoms	TTTS	132.13	2.36	1.82	3001
Sev. collect.	TTUT	207.27	2.57	1.26	3970
Métaux/minerals	TTMN	438.18	7.07	1.64	18389

TSX CROISSANCE

TSX Venture	JX	553.75	3.70	0.67	44038
-------------	----	--------	------	------	-------

ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE

Alim. Couche-Tard	ATD.B	60.63	1.33	2.24	811
Canadian-Tire	CTC.A	123.62	0.62	0.50	205
Cogeco	CCA	65.77	0.55	0.84	37
Corus	CJR.B	14.25	-0.02	-0.14	93
Groupe TVA	TVA.B	4.80	0.00	0.00	0
Jean Coutu	PJC.A	20.60	0.31	1.53	153
Loblav	L	70.42	0.22	0.31	302
Magna	MG	63.72	0.10	0.16	638
Metro	MRU	34.65	-0.01	-0.03	397
Quebecor	QBR.B	27.72	0.41	1.50	128
Rona	RON	13.60	-0.01	-0.07	125
Saputo	SAP	29.92	0.12	0.40	220
Shaw	SJR.B	28.12	0.22	0.85	880
Shoppers Drug Mart	SC	60.83	0.00	0.00	0
Tim Hortons	THI	99.00	0.00	0.00	0
Transat A.T.	TRZ.B	7.70	0.01	0.13	55
Yellow Media	Y	16.79	0.05	0.30	14

ÉNERGIE

Cameco	CCO	18.16	0.07	0.39	703
Canadian Natural	CNQ	28.33	-0.36	-1.25	4585
Canadian Oil Sands	COS	6.46	-0.32	-4.72	3037
Enbridge	ENB	53.83	1.07	2.03	1333
EnCana	ECA	9.20	0.13	1.43	3231
Enerplus	ERF	7.85	-0.01	-0.13	834
Pengrowth Energy	PGF	1.62	-0.02	-1.22	1987
Pétrolière Impériale	IMO	43.66	-0.90	-2.02	1113
Suncor Energy	SU	34.95	-0.05	-0.14	3556
Talisman Energy	TLM	9.67	0.00	0.00	0
TransCanada	TRP	44.35	0.49	1.12	1602
Valener	VNR	16.75	0.24	1.45	22

FINANCIÈRES

B. CIBC	CM	94.92	0.39	0.41	1048
B. de Montréal	BMO	69.28	0.56	0.81	1135
B. Laurentienne	LB	47.99	0.27	0.57	117
B. Nationale	NA	42.84	0.72	1.71	1047
B. Royale	RY	71.95	0.62	0.87	2185
B. Scotia	BNS	59.05	0.65	1.11	2483
B. TD	TD	51.79	0.41	0.80	2238
Brookfield Asset	BAM.A	41.48	0.32	0.78	900
Cominar Real	CUF.UN	16.39	0.11	0.68	146
Corp. Fin. Power	PWF	31.56	0.12	0.38	450
Fin. Manuvie	MFC	20.61	0.06	0.29	2093
Fin. Sun Life	SLF	41.52	0.46	1.12	991
Great-West Lifeco	GWO	32.90	0.14	0.43	399
Industrielle All.	IAG	40.19	-0.06	-0.15	173
Power Corporation	POW	28.34	0.08	0.28	543
TMX	X	46.60	0.00	0.00	45

INDUSTRIELLES

Air Canada	AC	10.95	-0.05	-0.45	1180
Bombardier	BBD.B	1.20	0.04	3.45	3752
CAE	CAE	13.99	-0.12	-0.85	252
Canadien Pacifique	CP	186.05	1.40	0.76	241
Chemin de fer CN	CNR	72.00	0.59	0.83	1074
SNC-Lavalin	SNC	38.80	0.24	0.62	232
Transcontinental	TCLA	16.06	0.80	5.24	184
TransForce	TFI	23.37	0.03	0.13	145

ENTREPRISES DE MATÉRIAUX

Agrium	AGU	133.37	0.13	0.10	256
Barrick Gold	ABX	8.53	-0.35	-3.94	3750
Goldcorp	G	17.58	-0.65	-3.57	2370
Kinross Gold	K	2.18	-0.08	-3.54	3025
Mines Agnico-Eagle	AEM	30.06	-1.24	-3.96	1030
Potash	POT	34.09	0.24	0.71	1058
Teck Resources	TCK.B	9.00	0.20	2.27	2834

SERVICES PUBLICS

Fortis	FTS	35.04	0.78	2.28	818
TransAlta	TA	6.21	0.11	1.80	940

TECHNOLOGIE

BlackBerry	BB	9.86	-0.05	-0.50	730
CGI	GIB.A	48.05	-0.59	-1.21	313

TÉLÉCOMMUNICATIONS

BCE	BCE	53.85	0.98	1.85	1204
Bell Aliant	BA	31.66	0.00	0.00	0
Rogers	RCL.B	44.70	1.09	2.50	684
Telus	T	43.16	0.75	1.77	778

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

iShares DEX	XBB	31.67	0.00	0.00	35
iShares MSCI	XEM	24.72	0.00	0.00	4
iShares MSCI EMU	EZU	35.56	-0.02	-0.06	8799
iShares S&P 500	XSP	22.58	0.05	0.22	227
iShares S&P/TSX	XIC	21.61	0.08	0.37	137

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

HB NYMEX CL BULL	HOU	5.19	0.17	3.39	7889
FIRST QUANTUM	FM	6.62	0.22	3.44	6127
CANADIAN NATURAL	CNQ	28.33	-0.36	-1.25	4585
HB NYMEX CL BEAR	HOD	11.95	-0.42	-3.40	4096
BARRICK GOLD CORP	ABX	8.53	-0.35	-3.94	3750
CRESCENT POINT	CPG	16.46	0.31	1.92	3690
SUNCOR ENERGY INC	SU	34.95	-0.05	-0.14	3556
ENCANA CORP	ECA	9.20	0.13	1.43	3231
HUDBAY MINERALS	HBM	6.11	-0.02	-0.33	3053
CANADIAN OIL SANDS	COS	6.46	-0.32	-4.72	3037

LES GAGNANTS EN %

LABRADOR IRON ORE	LIF	14.73	1.18	8.71	679
GENWORTH MI CANADA	MIC	30.57	1.83	6.37	218
HOME CAPITAL GROUP	HCG	28.26	1.50	5.61	396
TRANSCONTINENTAL	TCLA	16.06	0.80	5.24	184
NORTHERN BLIZZARD	NBZ	5.06	0.25	5.20	284
PERFORMANCE SPORTS	PSG	17.38	0.81	4.89	178
HORIZONS BETA	HGD	16.59	0.75	4.73	886
BLACK DIAMOND	BDI	8.74	0.34	4.05	294
AGF MGMT LTD	AGFB	6.14	0.23	3.89	299
MEDICAL FACILITIES	DR	16.73	0.62	3.85	121

LES PERDANTS EN %

HB NYMEX NG BEAR	HND	10.43	-0.64	-5.78	1196
AVIGILON CORP	AVO	11.73	-0.64	-5.17	783
CANADIAN OIL SANDS	COS	6.46	-0.32	-4.72	3037
NOBILIS HEALTH	NHC	6.78	-0.29	-4.10	157
AGNICO EAGLE MINES	AEM	30.06	-1.24	-3.96	1030
BARRICK GOLD CORP	ABX	8.53	-0.35	-3.94	3750
GOLDCORP INC	G	17.58	-0.65	-3.57	2370
OSISKO GOLD	OR	14.45	-0.53	-3.54	253
DETOUR GOLD CORP	DGC	12.74	-0.45	-3.41	995
HB NYMEX CL BEAR	HOD	11.95	-0.42	-3.40	4096

LES GAGNANTS EN \$

GENWORTH MI CANADA	MIC	30.57	1.83	6.37	218
BOARDWALK EQUITIES	BEI.UN	56.30	1.83	3.36	157
HOME CAPITAL GROUP	HCG	28.26	1.50	5.61	396
CANADIAN PACIFIC	CP	186.05	1.40	0.76	241
ALIMENTATION	ATD.B	60.63	1.33	2.24	811
WEST FRASER TIMBER	WFT	50.18	1.23	2.51	211
LABRADOR IRON ORE	LIF	14.73	1.18	8.71	679
ROGERS	RCL.B	44.70	1.09	2.50	684
ENBRIDGE INC	ENB	53.83	1.07	2.03	1333
INTACT FINANCIAL	IFC	92.35	1.03	1.13	380

LES PERDANTS EN \$

VALEANT	VRX	301.25	-7.20	-2.33	346
AGNICO EAGLE MINES	AEM	30.06	-1.24	-3.96	1030
HORIZONS BETAPRO	HVU	76.46	-1.14	-1.47	159
FRACO-NEVADA CORP	FNV	55.99	-1.07	-1.88	393
IMPERIAL OIL LTD	IMO	43.66	-0.90	-2.02	1113
GOLDCORP INC	G	17.58	-0.65	-3.57	2370
AVIGILON CORP	AVO	11.73	-0.64	-5.17	783
HB NYMEX NG BEAR	HND	10.43	-0.64	-5.78	1196
CGI GROUP INC	GIB.A	48.05	-0.59	-1.21	313
CANADIAN WESTERN	CWB	23.28	-0.59	-2.47	839

Consultez toutes les cotes boursières sur www.decisionplus.com

INDICES QUÉBÉCOIS				
Indice	Fermature	var. pts	var. %	
IQ30	2220,86	+13,52	+0,64	
IQ120	2125,82	+8,57	+0,40	

EUROPE

La BCE soutiendra l'économie coûte que coûte

BENOIT TOUSSAINT

à Francfort

La Banque centrale européenne (BCE) s'est montrée préoccupée jeudi par la dégradation des perspectives de croissance et d'inflation en zone euro, tout en affirmant ne se fixer « aucune limite » dans son soutien à l'économie de la région.

« Tout récemment, de nouveaux risques sont apparus pour les perspectives de croissance et d'inflation » en zone euro, a déclaré lors de sa conférence de presse régulière le président de l'institution, Mario Draghi.

L'Italien s'est inquiété d'un essoufflement des économies émergentes, et notamment de la Chine où les signes de ralentissement ont provoqué ces dernières semaines de vives turbulences sur les marchés financiers mondiaux. Il a par ailleurs montré du doigt la baisse des cours du pétrole, qui pourrait tirer les prix en territoire négatif ces prochains mois.

Ces développements peuvent-ils avoir des conséquences négatives sur le long terme pour l'économie européenne ou ne sont-ils que des remous transitoires? Il est encore « trop tôt » pour répondre à cette question, a estimé le banquier central.

Les économistes de la BCE n'en ont pas moins révisé à la baisse leurs projections d'inflation et de croissance en zone euro pour cette année et les

deux suivantes.

M. Draghi a réaffirmé « la volonté et la capacité [de la BCE] à agir, si nécessaire, en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de son mandat », et notamment en accélérant le rythme de son vaste programme de rachat de titres lancé début mars.

Dans le cadre ce « QE », acronyme anglo-saxon désignant ce programme, la BCE rachète chaque mois quelque 60 milliards d'euros de dettes — principalement publiques — et vise au total 1140 milliards d'euros de rachats d'ici septembre 2016.

Ce programme dispose de « flexibilité concernant sa taille, sa composition et sa durée », a rappelé M. Draghi, évoquant d'ores et déjà la possibilité de l'étendre au-delà de septembre 2016 « si nécessaire ».

Et « il n'y a pas spécialement de limites dans la capacité qu'a la BCE d'augmenter la voilure de sa politique monétaire », à part celles de son mandat, a assuré le banquier central.

En ouvrant grand la porte d'une action encore plus vigoureuse, M. Draghi a fait la joie des marchés: les Bourses européennes ont toutes fortement grimpé après son intervention, et l'euro cédait du terrain par rapport au dollar.

M. Draghi a précisé que le conseil des gouverneurs n'avait pas discuté cette semaine d'élargissement du « QE ». « Nous n'en sommes pas encore là », a-t-il dit.

MARCHÉS BOURSISERS

Un été à se conter des peurs

Le ralentissement chinois, bien que réel, est moins inquiétant qu'il n'y paraît, selon des analystes

CÉCILE DE CORBIERE

à Paris

Pris de vertige, les marchés financiers ont mis brutalement fin à l'euphorie du début d'année en se heurtant, non sans excès, au ralentissement chinois, bien réel mais moins inquiétant qu'il n'y paraît selon certains analystes.

Des actions aux matières premières, pics et creux se sont succédés cet été sur les places financières avec une brutalité qui n'est pas sans rappeler les heures les plus sombres de la crise de 2008.

« Le fait que cela se soit produit au mois d'août, avec beaucoup d'investisseurs absents, n'a fait qu'alimenter le phénomène », souligne Xavier de Villepion, un vendeur d'actions chez HPC.

Pourtant, les causes de ces épisodes de forte volatilité qui confinent à l'irrationalité ne sont pas à aller chercher du côté d'un éventuel « risque systémique », souligne Renaud Murail, un gérant de Barclays Bourse.

Le stress n'est pas non plus le même qu'en 2011-2012, au plus fort de la crise de la dette souveraine en zone euro, ajoute-t-il.

Les investisseurs ont-ils perdu leur boussole ou cherchaient-ils une excuse pour empêcher les gains engrangés depuis le début de l'année?

« La forte volatilité montre que les marchés jouent à se faire peur », estime pour sa part un courtier souhaitant conserver l'anonymat.

Ils sont d'autant plus fébriles que cet épisode chinois est intervenu à quelques semaines d'une réunion cruciale de la banque centrale américaine (Fed) qui pourrait décider de relever ses taux directeurs, mettant ainsi fin à des années de politique monétaire accommodante.

Tout en s'y préparant de longue date, les investisseurs redoutent ce changement de cap et sont encore dans le flou quant au calendrier que choisira la Fed pour agir.

Selon Fabien Laurenceau, un stratège du courtier Au-



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Un jour en hausse, un jour en baisse, les marchés se sont comportés en montagnes russes au cours de l'été qui s'achève.

ÉDITORIAL

RÉFUGIÉS

Donner espoir

Il s'appelait Aylan Kurdi. Il avait trois ans. Avec son père et son frère, il fuyait la violence de la guerre dans son pays, la Syrie. Il avait espéré pouvoir rejoindre une tante au Canada. Mais son rêve s'est échoué sur la bureaucratie canadienne qui a dit non. Au lieu, il a pris place dans une précaire embarcation pour se rendre en Grèce. Elle a chaviré. On l'a retrouvé mort sur une plage de Turquie. La photo d'Aylan Kurdi a fait le tour du monde. Une photo devenue en un instant symbole d'une crise sans fin à laquelle le Canada apparaît insensible.

Le Canada est un pays ouvert à l'immigration, ce que le premier ministre Stephen Harper rappelait jeudi dans une intervention soigneusement préparée faite pour tenter de réparer les dommages à la réputation du Canada et à l'image de son gouvernement déstabilisé par ce drame. Devant un parterre de «nouveaux» Canadiens, il a défendu l'action de son gouvernement. Depuis que le Parti conservateur est au pouvoir, le Canada a accueilli 2,5 millions d'immigrants. Dans la crise qui sévit au Moyen-Orient, l'aide humanitaire aux réfugiés syriens et irakiens a atteint des sommets. Et surtout, ce qui est capital aux yeux du premier ministre, le Canada s'est engagé à combattre le mal à la source en s'engageant militairement contre le groupe armé État islamique.

Personne ne contestera ces affirmations du premier ministre, si ce n'est pour dire qu'il y a une chose que le gouvernement de Stephen Harper ne comprend pas. La crise des migrants est cela, une crise. Une crise profonde et grave que personne n'arrive à contrôler. Il y a des millions de réfugiés entassés dans des camps qui, pour des raisons de sécurité et des raisons économiques, veulent fuir vers l'Europe ou l'Amérique du Nord. Une crise qui appelle des moyens extraordinaires.

Le premier ministre Harper s'est engagé en janvier à accueillir 10 000 réfugiés. Huit mois plus tard, seulement 1002 réfugiés étaient installés au Canada. En campagne électorale, il annonçait que le Canada prendrait en charge 10 000 autres réfugiés venus de Syrie... d'ici quatre ans. Cela signifie qu'il leur faudra se soumettre à de longs processus de sélection et à des formalités sans fin. C'est ce qui est arrivé à la famille du petit Aylan Kurdi, que les larmes versées par le premier ministre ne ressusciteront pas.

Dans les circonstances actuelles, il faut plutôt mettre de côté les processus ordinaires de sélection. Faire comme en 1956 où le Canada a accueilli 40 000 Hongrois fuyant l'invasion de leur pays par l'URSS. Faire comme dans le cas des réfugiés de la mer vietnamiens en mobilisant les organisations communautaires et les familles. Un programme spécial de parrainage avait permis de donner refuge à 110 000 Vietnamiens entre 1979 et 1985. Pourquoi ne pas s'en inspirer, surtout que le gouvernement du Québec est disposé à contribuer à des actions de parrainage?

L'effort fait par le Canada n'est pas suffisant. Surtout, il n'est pas à la hauteur de ses moyens. Il voit cette crise des migrants comme une crise européenne, ce qui justifie sa passivité. Il est vrai que l'Europe est débordée. L'effort ne repose que sur quelques pays en attendant que soient institués des quotas contraignants pour chaque membre de l'UE. Pour sa part, le Canada pourrait assumer un leadership au sein d'organisations tel le Haut-Commissariat aux réfugiés et convaincre d'autres pays du Nord, dont les États-Unis, d'ouvrir aussi leurs frontières.

Le refus du Canada d'accueillir la famille d'Aylan Kurdi a jeté une ombre sur sa réputation de pays ouvert à l'immigration. Il se doit de manifester concrètement sa générosité à l'endroit de ces millions de réfugiés et leur donner un espoir. L'espoir de pouvoir trouver la paix et la sécurité qui pour l'instant leur vient de passeurs qui font commerce de leur vie et de leur mort.

GUATEMALA

Le scandale de trop

Les élections présidentielle et législatives prévues pour dimanche au Guatemala se dérouleront dans un climat social et politique inédit — à tel point d'ailleurs qu'il n'est pas impossible qu'elles soient reportées. Mêlé à un scandale de corruption qui a déjà coûté leur poste à sa vice-présidente et au gouverneur de la Banque centrale, le président Otto Pérez Molina a démissionné jeudi après que le Congrès guatémaltèque eut levé son immunité et que la procureure générale eut annoncé l'ouverture contre lui d'un procès pour malversation.

Le scandale de corruption a été éventé en avril par la justice guatémaltèque avec le soutien de l'ONU: contre «rabais» de droits de douane, des importateurs auraient versé des dizaines de millions de dollars en pots-de-vin à des bonzes du régime. Le pays a beau être sorti de la guerre civile depuis 1996, son armée, sa classe politique et ses gens d'affaires ont continué de se remplir les poches en toute impunité. Si bien que, s'agissant de construire au Guatemala un système de justice indépendant, cette affaire pourrait représenter un tournant.

Pour le commun des Guatémaltèques, c'aura été le scandale de trop. Il a provoqué pendant tout l'été dans la capitale des manifestations de masse comme le pays n'en avait jamais vécu, provoquant un ample mouvement de protestation — au-delà des clivages sociaux et ethniques qui sont profonds dans ce petit pays pauvre d'Amérique centrale. Que, donc, cette tempête populaire ait contribué à chasser de la présidence le général à la retraite constitue indéniablement un progrès pour la fragile démocratie guatémaltèque.

Le triomphe n'en demeure pas moins relatif. Les cercles de corruption ne sont pas défaits une fois pour toutes, bien entendu. Les probabilités sont en fait qu'ils sauront se reformer. M. Pérez Molina n'est pas candidat aux élections de dimanche, la Constitution imposant la règle du mandat unique. Le meneur du scrutin, Manuel Baldizón, est un riche homme d'affaires qui a fait fortune dans l'industrie hôtelière; chef du parti de la Liberté démocratique renouvelée (!), il fait partie de la même classe politique corrompue que le président sortant. Son candidat à la vice-présidence fait face à des accusations de corruption relativement à une autre affaire...

Il se trouve que plus de la moitié des 15 millions de Guatémaltèques vivent dans la pauvreté, à faire les frais de la cupidité des élites. Avec le résultat que des dizaines de milliers d'entre eux tentent chaque année d'entrer clandestinement aux États-Unis. L'aventure est de plus en plus dangereuse. Autre crise humanitaire, toute proche, qu'il demeure tout à fait possible d'ignorer. Pas de photo qui fait le tour du monde pour ouvrir un instant les yeux.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU

Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN

Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE

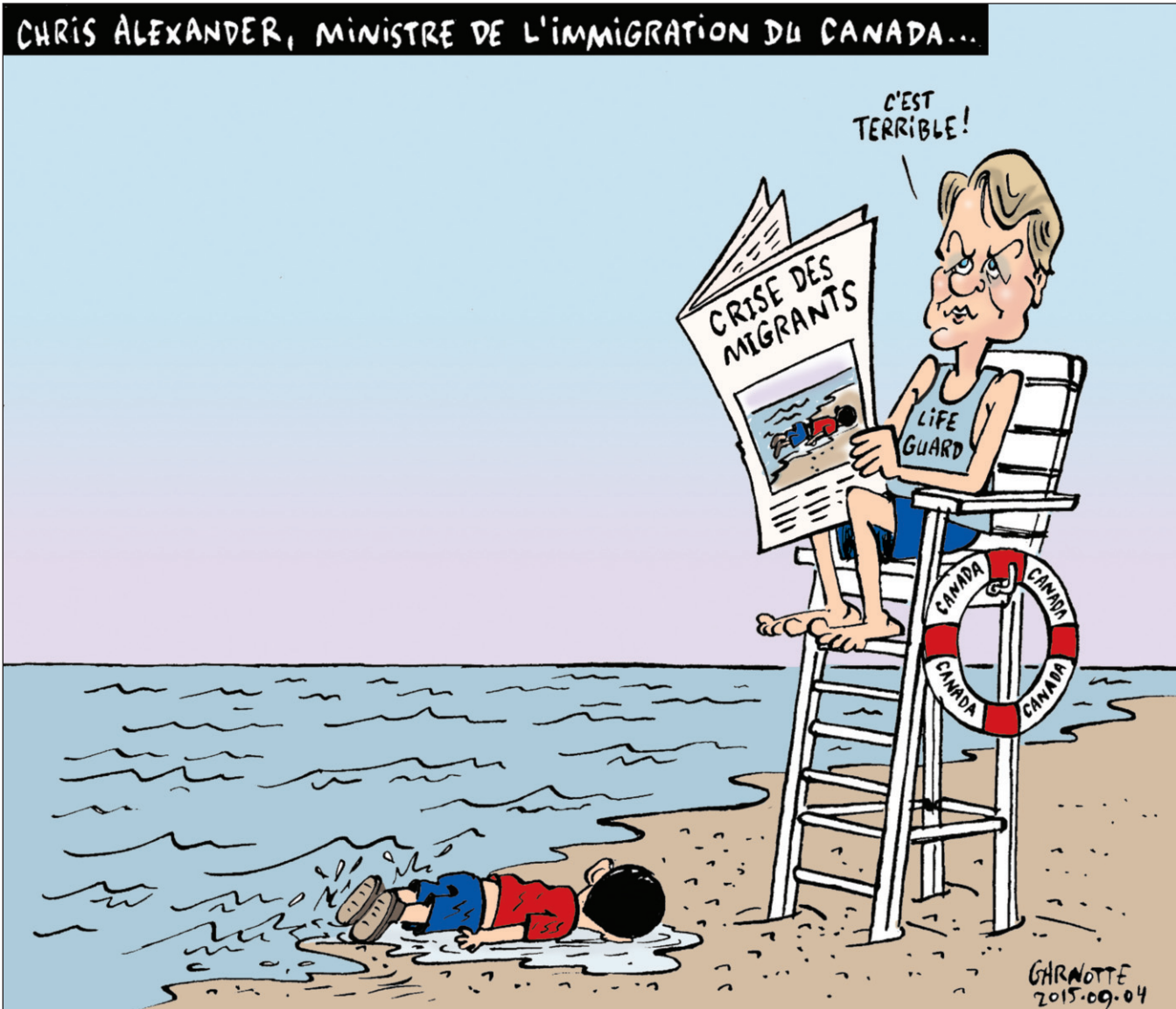
Directeur des finances STÉPHANE ROGER

Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Adjoints PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Le petit garçon sur la plage

Des milliers de petits garçons et de petites filles meurent par milliers, par dizaines de milliers, au Congo, à Gaza, en Iran, en Afghanistan ou au Soudan. Certaines images choquent, révoltent les opinions des pays occidentaux et puis l'on oublie. L'on oublie parce que ça ne nous touche pas profondément dans l'essence même de nos coutumes de notre culture.

Alors pourquoi cette image prend-elle une dimension aussi tragique dans nos pays? Parce que ce petit garçon d'abord semble dormir, ce n'est pas vrai, il n'est pas mort, puis surtout, il est habillé comme le sont nos petits garçons, pas de djellaba, pas de haillons, pas de costume traditionnel, non, un short et une chemisette ou un polo rouge que l'on peut acheter chez La Baie ou Walmart. Ce petit garçon, c'est un membre de la famille, c'est notre fils, notre frère, notre chum à l'école.

Daniel Creusot

Le 3 septembre 2015

Ne produisons pas des poulets fédéralistes

Le choix électoral tous les quatre ans est trop important pour que l'on abandonne nos convictions au détriment d'une stratégie conjoncturelle à court terme. Ceci semble être le cas actuelle-

ment pour les Québécois nationalistes et indépendantistes qui, pour battre Harper, sont prêts à voter NPD.

En concentrant tous leurs œufs dans le même panier, cela n'aura-t-il pas comme effet de produire des poulets fédéralistes qui se conformeront à la volonté majoritaire centralisatrice des uns, en niant la différence minoritaire des autres?

Marcel Perron

Neuville, le 28 août 2015

Quel ministre indigne !

Nous aimerions remercier et féliciter les parents qui protestent contre les coupes sauvages du gouvernement en éducation. Nous ne partageons pas l'indignation du ministre qui pousse de hauts cris parce que vous avez osé faire une chaîne humaine avec vos enfants devant leur école. Nous partageons votre indignation: l'indignation d'un parent pour qui l'éducation est une valeur suprême, qui considère que c'est le meilleur legs qu'une société puisse offrir à ses enfants et que ces coupes sont le fait d'un gouvernement foncièrement malveillant à l'égard du peuple qui l'a élu sans lui donner ce mandat...

Ce que vous avez fait avec vos enfants est un geste inspirant et louable à maints égards. Vous avez, pour plusieurs d'entre vous, sacrifié une journée de travail pour aller défendre l'intérêt de tous les enfants du Québec. Vous avez pris votre enfant par la

main, avec des centaines d'autres personnes parce que son avenir, son développement, son épanouissement et son bonheur vous tiennent à cœur. Vous vous êtes dressés devant son école contre une politique inique parce que c'est la seule chose à faire et parce que faire autrement contrevient à vos valeurs profondes, celles que tout parent digne souhaite inculquer à ses enfants: l'école c'est important, c'est le pilier d'une société libre et démocratique et elle mérite qu'on la défende!

Quel ministre de l'Éducation indigne! Nous rageons de l'entendre se scandaliser de vous voir dire à vos enfants que ce qu'ils font à l'école vous importe et que vous souhaitez qu'ils y aient tous les outils et les services auxquels ils ont droit pour réussir dans la vie! Je n'en reviens tout simplement pas. Ce que vous avez fait, en manifestant avec et pour votre enfant, c'est aussi pour lui dire que tous les efforts qu'il fait à l'école en valent la peine! C'est aussi pour lui montrer qu'il faut se tenir debout contre l'injustice et la connerie! Et ça, c'est non seulement louable, mais nécessaire. Or notre ministre de l'Éducation fait partie d'un gouvernement qui tente de mettre son peuple à genoux. C'est probablement pour cette raison que ce spectacle lui déplaît.

Frédéric Labrie, Céline Curtil, Hélène B. Labrie, Jacques Labrie, Ulysse Labrie, Siméon Labrie
Le 1^{er} septembre 2015

L I B R E O P I N I O N

Leçons à mes enfants

CÉLINE BELLOT

Mère de trois enfants dans des écoles publiques primaires et secondaires de Montréal

Mardi matin, nous sommes allés à l'école avec mes enfants plus tôt que d'habitude pour témoigner de notre attachement à l'école publique. Monsieur le Ministre de l'Éducation, vous nous avez accusés d'instrumentaliser nos enfants en les faisant participer à cette action.

Pourtant, loin d'instrumentaliser mes enfants, j'ai bien au contraire le sentiment d'avoir assumé totalement mon rôle de parent, d'éducateur. Dire à ses enfants de participer à des activités qui visent à protéger leur école est pour moi, comme pour de nombreux autres parents rencontrés, une occasion de leur montrer que nous nous soucions de leur école, de la qualité de l'enseignement qu'ils reçoivent.

Comme parents, nous avons la responsabilité de protéger et d'assurer la sécurité de nos enfants. Qu'il s'agisse de nous préoccuper de la sécurité routière aux alentours de l'école, des moisissures dans les murs des établissements, des effectifs des classes, de la reconnaissance de la qualité des enseignements, du soutien dans la réalisation des devoirs, de la présence de professionnels dans l'école, par nos gestes, nos actions,

nos discours, comme parents, nous donnons à nos enfants que nous avons à cœur leur réussite scolaire, que nous prenons au sérieux leur éducation et la qualité du milieu de vie dans lequel ils passent de nombreuses heures.

Vous pouvez avoir fait d'autres choix comme père et je le respecte, mais laissons-nous, s'il vous plaît, le droit de choisir, comme parents, la manière dont nous souhaitons incarner la transmission de la valeur de l'éducation à nos enfants. Il y a quelques années, une enseignante avec sa classe de 3e année avait participé dans une émission d'*Enjeux* à une «*leçon de discrimination*». Allez voir l'émission, vous verrez comment des enfants peuvent comprendre, appréhender les questions d'injustices.

Eh bien, mardi matin, j'ai aussi donné une leçon de justice sociale à mes enfants en participant à cette chaîne humaine. Et oui, c'était une occasion de leur dire et de leur expliquer comment l'école publique devait assurer une égalité des chances pour tous. Que pour réaliser cette justice sociale dans la promotion de la réussite scolaire de TOUS les élèves, il faut des moyens, des ressources humaines, des locaux. Depuis la rentrée, j'entends seulement des récits de parents qui témoignent ici de la suppression du poste d'une psychoéducatrice, là d'un orthopéda-

logue, de bibliothécaires. Ailleurs, ce sont les effectifs qui se sont accrus malgré les difficultés des élèves accueillis. Et chaque fois, ce sont les élèves les plus vulnérables de notre société qui vont subir ces coupes, renforçant toujours un peu plus les injustices qu'ils vivent.

C'est vrai qu'aujourd'hui, on ne voit que les conditions réduites pour assurer une éducation de qualité pour TOUS les élèves, les effets se verront plus tard. L'austérité est comme un virus qui s'infiltre petit à petit dans nos institutions, virus qui deviendra une maladie dans quelques années quand il sera trop tard pour agir. C'est avec cette comparaison que vous pouvez considérer comme boiteuse que j'ai expliqué à ma fille pourquoi nous allions nous réveiller plus tôt mardi matin. Et je lui ai rappelé que lorsqu'on veut une société juste et bonne pour tous, il faut combattre cette maladie, car si elle vit peut être dans des conditions privilégiées, tous ses amis ont le droit à la même réussite qu'elle, et pour cela, il faut que son école puisse avoir tout ce dont elle a besoin pour accompagner tout le monde vers la réussite. Je crois qu'elle a compris ma leçon. Elle s'est quand même interrogée sur un paradoxe. Maman, pourquoi, le «*chef de l'éducation*», lui, pourquoi lui, il ne trouve pas important que mon école soit bonne et juste pour tout le monde?

IDÉES

Baroud d'honneur des maisons de soins palliatifs

Le débat entre soins palliatifs et aide médicale à mourir est stérile

GEORGES L'ESPÉRANCE

Neurochirurgien et président de l'Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité (AQDMD)



L'approche de l'échéancier de décembre 2015 pour la mise en place de l'aide médicale à mourir, les maisons de soins palliatifs du Québec se rebiffent et déclarent qu'elles ne l'offriront pas en leurs murs. Les médecins de ces résidences (et aussi ceux de services hébergés dans des établissements publics) se disent tous opposés, ce que nous savions tous depuis le début des discussions sur ce sujet très délicat. Ce qu'ils ne disent pas cependant, c'est qu'il y a des mots d'ordre qui circulent dans ces maisons interdisant au personnel d'en parler: nous connaissons des intervenantes et intervenants qui sont très mal à l'aise avec ce dik-tat, mais qui ne peuvent s'exprimer pour des raisons évidentes. Comme par hasard (?), ce sont les mêmes personnes qui passent leurs journées, soirées et nuits avec les personnes en fin de vie; les médecins pour leur part ne les voient que par moments et parfois même moins d'une fois par jour (expérience personnelle).

Compassion et humanisme

Qu'un médecin évoque une clause de conscience pour ne pas fournir ce soin ultime est une chose respectable; qu'une institution (sauf si elle a un caractère fondateur religieux qui le lui interdit, ce qui est acceptable, nous semble-t-il) invoque une clause de conscience nous apparaît infiniment plus discutable et il serait intéressant d'obtenir un avis juridique là-dessus, nonobstant les dispositions de la loi. Et

ce, d'autant plus que ces maisons reçoivent des subsides de l'État.

Mais au-delà de ces prises de position, pourquoi poursuivre ce débat stérile entre soins palliatifs et aide médicale à mourir? L'un ne remplace pas l'autre. La Belgique s'est hissée dans les premiers rangs des pays offrant des soins palliatifs de grande qualité tout en ayant une loi très progressiste sur l'euthanasie.

Déjà, le 18 avril 2008, le très réputé *British Medical Journal* publiait une analyse de Jan Bernheim et collaborateurs démontrant le bienfait pour les patients en fin de vie de la collaboration entre les tenants de ces deux approches qui ne sont pas antagonistes, mais synergiques. De poursuivre dans cette voie de l'affrontement et du déni de l'évolution est stérile et surtout n'apporte rien à l'Autre, celui pour lequel nous, médecins et personnel soignant, trouvons notre raison d'être: la personne devenue dépendante, fragile, démunie, impuissante face à son destin de toute façon inéluctable à très court ou moyen terme.

L'aide médicale à mourir reste et demeure un soin de fin de vie marqué par la compassion et l'humanisme et permet d'accompagner un patient, mais surtout un individu jusqu'à sa fin. Mettre en opposition les soins palliatifs et l'aide médicale à mourir n'apporte absolument rien au débat. Cette dernière doit être offerte pour les cas où les soins palliatifs sont soit inopérants, soit inutiles ou encore ne s'appliquent pas. De prétendre que les soins palliatifs s'appliquent à tous et sont toujours efficaces relève pour le moins d'une vision paternaliste sinon naïve, mais en tout état de cause irréaliste.

Les valeurs individuelles ne sont pas toutes les mêmes d'une personne à l'autre, mais elles doivent être respectées, pourvu qu'elles respectent les autres. Nier un droit maintenant inscrit dans la loi et encore plus dans les mentali-

tés (plus de 85% des Québécois sont en accord avec l'aide médicale à mourir...) est une prise de position qui nous apparaît bien loin de la nécessaire empathie qui doit diriger nos actions en ces domaines. Encore une fois, que des impératifs religieux interdisent à certains de poser des actes contraires à leur foi est une chose, mais qu'on le dise ouvertement. Qui plus est lorsqu'un médecin de soins palliatifs clame haut et fort en ondes qu'il ne réfèrera jamais un patient qui lui en fait la demande, nous sommes dans une zone qui nous semble empiéter dangereusement sur la déontologie.

La donne a changé

La société a changé, la donne a changé, la fatalité de la maladie et de la mort a changé pour une foule de conditions médicales, mais la réalité incontournable reste la même: l'être humain est appelé à mourir un jour ou l'autre et il appartient à d'autres êtres humains de faire que ce dernier passage soit le moins difficile possible, le moins souffrant possible tant au point de vue physique que psychologique. Dans une vaste majorité des cas, ce passage de la dernière étape de la vie vers la mort s'effectue de façon adéquate, souvent aidé par des soins palliatifs de grande qualité. Mais cela n'est pas vrai pour un certain nombre et cela n'est surtout pas vrai pour une petite partie de la population qui reste «en vie» en raison de la technologie médicale, mais qui n'a plus «envie» de vivre de cette façon, et ce, après mûre réflexion et surtout après avoir ressenti dans leur corps et dans leur esprit le caractère intolérable qu'est devenue leur vie lorsque cela ne correspond plus à leurs valeurs, à leurs espoirs, à leur autonomie et à leur dignité.

C'est en cela que la médecine se doit de devenir mature et d'écouter les besoins des gens pour qui elle a tant évolué, l'être humain souffrant.

Le ridicule ne tue pas...

LISE PAYETTE



Et ma foi, c'est bien dommage. Si le ridicule tuait, la campagne électorale, qui doit durer 11 semaines au total, serait terminée depuis déjà un petit moment faute des principaux prétendants qui seraient tombés au champ du déshonneur. Pour ma part, je n'en peux plus depuis plusieurs jours de les entendre raconter n'importe quoi autour des millions qu'il nous faudrait, des milliards qui reviendraient dans nos poches aussi bien que des déficits, des budgets équilibrés ou des baisses d'impôts la main sur le cœur. Honnêtement, devant tout ce fouillis, moi, le cœur me lève.

Le directeur du *Devoir* a écrit il y a quelques jours que les femmes étaient complètement absentes du débat électoral. C'est plus que vrai. Il faut le remercier de l'avoir souligné. Les trois grands candidats utilisent les femmes pour les photos seulement. C'est la mode en ce moment. Ce qu'elles auraient à dire ou à proposer ne les intéresse pas du tout. Les dossiers qui concernent les femmes n'intéressaient personne jusqu'à cette semaine quand Thomas Mulcair a parlé pour la première fois de la violence faite aux femmes et du sort des femmes autochtones disparues ou assassinées. Quelqu'un avait dû lui souffler dans l'oreille qu'il devrait se mouiller finalement. Il l'a fait une fois. Nous devrions nous en réjouir sans doute, car ce sera probablement la seule fois... et encore, sans aucun engagement.

Cette campagne électorale est la plus vide que j'aie jamais vue. Vide de sens, vide d'objectifs, vide de vision d'avenir.

Qui a parlé du réchauffement de la planète, de l'urgence d'agir et de l'effort qu'il faudra exiger de tout le monde?

Aucun des trois grands candidats. C'est Barack Obama qui se bat tout seul sur ce sujet avec audace et courage. Il est vrai qu'il n'a plus rien à perdre car sa sortie est déjà bien en vue. Dommage que ça ne soit pas la même chose ici.

Si vous me dites que je suis la seule à en avoir assez du cirque électoral, dites-le-moi et je vais me faire soigner. Si nous sommes aussi nombreux que je le crois à avoir la nausée de n'entendre parler de qu'argent, de rentrées et de dépenses, de fric et de pétrole de l'Alberta, on devrait se donner la main et former une chaîne de résistance. Il y a longtemps que ce qu'on appelait démocratie a sacré le camp de ce pays qu'on appelle le Canada.

Vous allez peut-être me répondre que c'est la même chose au Québec et vous auriez raison. Raison de plus pour qu'on vole au secours de ce qu'il nous reste de démocratie ici avant de lui faire des funérailles officielles. Il est grandement temps de nous réveiller et de reprendre en main cette formidable construction que nous appelons Québec et qu'un gouvernement élu est en train de démolir avec un sans-gêne lamentable.

Le tout-à-la-poubelle du gouvernement Couillard est devenu absolument intolérable. Les efforts de nos parents, de nos grands-parents, leurs sacrifices, leurs luttes... tout à la poubelle? Notre avancement comme nation indestructible, notre résistance aux attaques planifiées du ROC à travers le temps, notre conquête voulue et méritée de la reconnaissance du reste du monde de nos talents, de notre littérature, de notre cinéma, de notre culture, de notre endurance... à la poubelle aussi? Ça n'a aucun sens.

Pour l'élection fédérale, moi, j'ai trouvé ma solution. Sur la manette qui me permet de contrôler ma télévision, j'ai découvert un tout petit bouton sur lequel c'est écrit: MUTE. Chaque fois qu'il y a un politicien du Canada sur mon écran, j'appuie sur MUTE. Le bonheur que ça procure!!! Leur clouer le bec chacun leur tour et me réjouir de n'écouter que celui pour qui j'ai déjà dit que j'allais voter.

Bien sûr, nous aurions tous intérêt à surveiller de près ce qui se passe à Québec pendant que le grand cirque d'Ottawa occupe tout l'espace. Pendant que nous nous laissons distraire par les Harper, Mulcair ou Trudeau, les Couillard, Coiteux, Vallée, Blais ou Barrette, plus les autres bibittes dangereuses, nous préparent une entrée tellement indigeste que nous allons devoir nous en mêler. Les enseignants appellent au secours, les infirmières font de même, les chauffeurs de taxi n'en peuvent plus pendant que les députés récoltent des indemnités de départ sans aucune gêne et que les enfants rentrent dans des écoles dont plusieurs ne répondent même pas aux critères de propreté exigés.

Ce qui manque le plus chez tous ces grands politiciens, c'est un tout petit peu d'humilité. Ça les aiderait à trouver de meilleures solutions et ça nous permettrait de respirer par le nez. En attendant, je devine que vous allez m'écrire que c'est sur moi-même qu'il faudrait mettre un bouton MUTE. Je vous connais tellement. Mais je vous aime quand même.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Deux articles scientifiques montrent que les élèves sont souvent les premières victimes des moyens de pression de leurs professeurs.

Une grève des enseignants pour le bien de nos enfants?

PIERRE SIMARD

Professeur à l'ENAP

Nos enfants feront-ils les frais des moyens de pression de leurs professeurs? C'est ce que soupçonnent nombre de parents dont les enfants sont laissés pour compte chaque fois que les enseignants descendent dans la rue. Et ils n'ont pas tort!

Nos syndicats de professeurs nous avaient promis un automne chaud et ils tiennent leur promesse. Les enseignants de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) envisageraient même de déclencher un arrêt de travail de trois jours. Une grève pour le bien de nos enfants, semble-t-il. Vraiment?

Je ne voudrais pas jouer au

«parent-roi», mais deux articles scientifiques montrent que les élèves sont souvent les premières victimes des moyens de pression de leurs professeurs.

Les économistes Michael Baker, de l'Université de Toronto, et David R. Johnson, de l'Université Wilfrid-Laurier, ont étudié les conflits de travail dans les écoles primaires de l'Ontario du milieu des années 1990 au début des années 2000.

Ils ont comparé le rendement scolaire de cohortes d'élèves ayant subi ou non des arrêts de travail. Les résultats de leurs travaux sont sans équivoque: les grèves d'enseignants nuisent à la réussite scolaire des élèves.

Michael Baker (2013) a observé que ce sont surtout les étudiants de 5^e et de 6^e année qui subissaient les contrecoups. Les élèves qui vivent

un arrêt de travail seraient plus susceptibles que les autres d'échouer à leur évaluation de mathématiques. Leurs compétences en lecture seraient également moindres que celles des élèves qui n'ont pas vécu de grève. En somme, Baker montre qu'il existe une relation étroite et négative entre les grèves des enseignants et la performance scolaire.

David Johnson (2011), qui a étudié les mêmes grèves ontariennes et observé des effets similaires sur les résultats scolaires des élèves, note que ce sont les enfants défavorisés qui sont les plus touchés par les conflits de travail. Il a aussi observé que plus les conflits de travail s'étièrent, plus les dommages infligés à nos jeunes étaient perceptibles.

A l'aube d'une nouvelle période de perturbations scolaires, il semble opportun de rappeler à nos

syndicats d'enseignants que le recours à la grève dans le domaine de l'éducation n'a rien d'anodin. Aussi légal que soit le geste, mettre des jeunes à la rue risque d'entraver leur capacité d'apprentissage et peut-être même de les handicaper pour la vie.

En somme, si nos enseignants étaient vraiment soucieux de la réussite scolaire de nos jeunes, ils annonceraient dès maintenant que chaque journée perdue à cause de la grève sera reprise intégralement pendant le calendrier scolaire ou lors de la période estivale.

Ce faisant, les passionnés de justice sociale y verraient une volonté de réparer les dommages infligés aux jeunes otages, et les parents y décèleraient une preuve tangible que nos professeurs ont vraiment à cœur l'avenir de leurs élèves.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos), **information générale**: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfali et Karl Retino-Panzelli (reporters), **information politique**: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Girino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre), **information culturelle**: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre), **information économique**: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre), **information internationale**: Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre), **section art de vivre**: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Loïc Hamon (cahiers spéciaux), **équipe internet**: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants), **correction**: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; **soutien à la rédaction**: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopya (commis), **DOCUMENTATION** Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec), **PUBLICITÉ** Mélanie Simard (adjointe par intérim), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelynne De Varennes, Amed Elilnam, Claire Paquet (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire), **PRODUCTION** Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis, **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique), **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock, **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

ACTUALITÉS

Le petit garçon au chandail rouge



Il aura fallu la mort d'un bambin de trois ans, Aylan Kurdi, et l'image de son petit corps échoué sur une plage turque pour qu'ici et ailleurs, on s'indigne enfin devant une crise qui perdure depuis des années.

Sans s'y attendre, le gouvernement de Stephen Harper s'est retrouvé au cœur de la tempête, car, a-t-on appris, les parents d'Aylan espéraient venir au Canada. La sœur de son père, qui vit en Colombie-Britannique, avait écrit au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Chris Alexander, pour lui demander de l'aide pour sa famille. La lettre lui avait été remise en mains propres au printemps par un député néodémocrate. En vain.

Le lien avec le Canada a fait le tour du monde. Et on a eu honte. Pas parce que le Canada ne fait rien quant à cette crise, mais parce qu'il n'en fait pas assez et ne manifeste pas la compassion qu'on aurait habituellement attendue de lui.

Dès le début du mois d'août, le chef conservateur avait indiqué que l'enjeu du terrorisme, de la sécurité et de la lutte contre le groupe armé État islamique serait un des thèmes importants de sa campagne. Il n'avait pas prévu que la situation au Moyen-Orient viendrait le hanter sous les traits de ce tout-petit en chandail rouge et shorts bleus.

Une image qui nous hante, nous déchire et qui est devenue le symbole du manque de générosité des pays riches par rapport à cette marée humaine fuyant la guerre. Une image qui a mis en relief le point le plus faible de la réponse conservatrice à cette situation.

Manquer de cœur en politique, c'est assassin. Les conservateurs le savent trop bien.

Manquer de cœur en politique, c'est assassin. Les conservateurs le savent trop bien et ils ont compris jeudi qu'on leur ferait jouer le mauvais rôle. Tout leur plan de match en a été chamboulé. Le ministre Alexander a suspendu sa campagne pour rencontrer ses fonctionnaires et analyser la situation. Le ministre de la Défense, Jason Kenney, qui prévoyait faire une annonce sur *«l'intégrité du système d'immigration du Canada et la sécurité nationale»*, s'est abstenu. Parler sécurité aurait fait mauvais genre.

M. Harper, lui, a pris le sujet de front. Il a toutefois gardé le cap. Selon lui, accueillir plus de réfugiés ne résoudra pas le problème de fond. Les gens préféreraient rester dans leur région. Il faut donc offrir de l'aide humanitaire sur place et tenter d'éradiquer la source du problème, soit la violence du groupe armé État islamique (EI).

En Syrie, la crise a démarré dès 2011 avec le début de la guerre civile et bien avant l'entrée en scène de l'EI. Cela fait autant d'années que les pays limitrophes subissent l'effet dé-

stabilisant de l'afflux de réfugiés. Ces pays ont demandé de l'aide, et le Canada, il faut le dire, a répondu en versant sa juste part des fonds requis par les Nations unies.

Mais voilà, si le gouvernement conservateur a su ouvrir sa bourse, il n'a pas su ouvrir ses bras et son cœur. M. Harper s'en défend, mais encore jeudi, il s'en est tenu à ce qu'il a promis en début de campagne, soit le transfert de 10 000 réfugiés syriens de plus... d'ici quatre ans.

Les chefs des autres partis, de Thomas Mulcair à Justin Trudeau en passant par Gilles Duceppe, ont écorché sans insister les conservateurs jeudi, préférant lancer un appel à une action immédiate. Et dans leur cas, on ne pourra pas dire qu'ils viennent de se réveiller.

Comme les groupes humanitaires et les médias, les partis d'opposition n'ont cessé de dénoncer depuis des mois les engagements timides d'Ottawa et sa lenteur à les respecter. Le Canada n'a atteint qu'en mars dernier son premier objectif pris en 2013 de transférer 1300 réfugiés syriens d'ici la fin de...

2014. Le gouvernement s'est quand même engagé en janvier dernier à en accueillir 10 000 autres, mais sur une période de trois ans. Il refuse de dire combien d'entre eux sont arrivés depuis.

Et cette générosité a ses limites. Chaque fois que les conservateurs promettent de transférer plus de Syriens, ils diminuent d'autant le nombre prévu de réfugiés venus d'ailleurs. En plus, ils assignent au gouvernement le coût du parrainage de 40% de ces réfugiés, mais laissent le reste du fardeau aux groupes privés.

Les engagements pris depuis un an peuvent paraître importants, mais ils sont loin de ce que les Nations unies avaient demandé au Canada, soit 10 000 dès cette année. Le Parti libéral voudrait que ce soit davantage, mais au-delà de la guerre des chiffres, un constat s'impose, le Canada n'apporte pas sa contribution, alors qu'il a déjà fait mieux.

En 1999, il a accueilli, non sans problèmes, 7000 réfugiés kosovars en trois semaines. En 1979-1980, ce sont 60 000 Vietnamiens réfugiés de la mer qui se sont établis au Canada. Et il y a le cas des Chiliens fuyant Pinochet et les ismaéliens fuyant l'Ouganda d'Idi Amin Dada. Chaque fois, cela a été possible parce que la volonté politique y était.

Ce drame est une nouvelle tuile pour les conservateurs. Le procès Duffy a jeté un doute sur leur intégrité et celle de leur chef. Le ralentissement économique a fait planer une ombre sur leur image de bon gestionnaire. Et là, la mort d'un petit enfant risque de nourrir l'impression d'un gouvernement dénué de compassion.

A moins qu'il trouve le ton et la réponse justes...

mcornellier@ledevoir.com

RÉFUGIÉS

SUITE DE LA PAGE 1

du jour pour réagir à la mort d'Aylan, de son frère Ghalib et de leur mère Reham.

La première chose à laquelle M. Harper et son épouse Laureen ont pensé, c'est à leur propre fils Ben à cet âge-là. *«Cela vous donne les larmes aux yeux»*, a commenté le chef conservateur, qui retenait les siennes.

Mais l'émotion est vite passée. La crise est *«énorme»* et la photo *«crève le cœur»*. La réponse est toutefois plus qu'humanitaire. *«Il faut aider les gens qui sont encore là-bas et qui ne peuvent fuir. Et c'est en partie en arrêtant l'horrible violence qui leur est infligée, qui les déplace et qui les tue»*, a martelé Stephen Harper. *«Je ne vois pas comment vous pouvez regarder ces images et vous dire "nous devrions tourner le dos et laisser ces gens se faire tuer, parce que nous ne voulons pas participer à la mission militaire". C'est complètement irresponsable.»*

Pas d'engagement donc pour accueillir davantage de réfugiés. *«On peut se rendre fou à se morfondre, en voyant les millions de personnes qui sont en danger, les dizaines de milliers qui meurent. On fait ce qu'on peut pour aider»*, a tranché M. Harper.

Néodémocrates et libéraux avaient justement sommé les conservateurs d'en faire plus. Thomas Mulcair réclame que le Canada accueille *«immédiatement»* les 10 000 réfugiés syriens que les Nations unies somment Ottawa d'accepter. Les libéraux promettent d'en accepter 25 000 sur trois ans.

«Comme père, comme grand-père, je trouve ça insoutenable de voir ce qu'on est en train de

Parrainage complexe

Fatima Kurdi avait tenté de ramener son autre frère, Mohamed, à ses côtés au Canada. Ottawa exige cependant que tout réfugié syrien parrainé par des individus — et non le fédéral ou un organisme — soit reconnu comme tel par l'Agence des Nations unies pour les réfugiés. Or, des 4 millions de réfugiés qui ont quitté la Syrie, l'agence n'en a reconnu que 10% nécessitant une délocalisation. *«Vos chances sont très faibles»*, explique Faisal Alazem du Conseil syro-canadien, car l'ONU privilégie les plus vulnérables. Ottawa impose en outre un délai de plus de 40 mois aux demandes provenant de Turquie.

voir là, a dit le chef du NPD, la voix tremblante. *C'est un échec de la communauté internationale, un échec du Canada.»*

«Aucune intervention militaire n'aurait pu sauver la vie de cet enfant sur cette plage, a dit M. Mulcair jeudi soir. Nous avons une position qui diffère de M. Harper sur cette guerre.»

«Nous voulons tous une explication [...] à savoir pourquoi, même si cela fait des mois, même des années que les ONG, la communauté internationale, les Canadiens, des députés de l'opposition demandent au gouvernement d'en faire plus pour répondre à la crise des réfugiés, ils ont choisi de ne pas agir», a réagi Justin Trudeau, tout aussi troublé.

Gilles Duceppe a préféré éviter d'en faire une *«joute partisane»*, mais a renchéri qu'il fallait accueillir *«plus rapidement»* ces 10 000 Syriens.

Pas de demande refusée

Le ministère de l'Immigration a précisé que la tante des Kurdi, Fatima, n'avait pas fait de demande pour parrainer le père d'Aylan, Abdullah, contrairement à ce qui était avancé en début de journée jeudi. C'était plutôt son autre frère, Mohamed, qu'elle avait tenté de faire venir avec sa famille. Une demande refusée par Ottawa.

ciales. En réalité, dit-il, *«une image iconique accompagne un changement qui se manifeste déjà par ailleurs»*. Au moment où l'Associated Press diffuse la photo de Kim Phuc, l'opinion américaine est déjà en train de basculer pour la fin de la guerre au Vietnam.

«Ces images sortent à un moment précis, qui correspond à une manifestation des dimensions morales», souligne André Gunthert. Ce que les médias ne se permettent pas d'écrire, une image le dit à leur place. Ou plutôt, ils le font dire à l'image.

Un moment de basculement

La photo signée Nilufer Demir publiée par l'agence Reuters, et très documentée par ailleurs (on connaît le nom de l'enfant, son parcours, sa famille...), paraît elle aussi à un moment de basculement. Alors que les réfugiés meurent dans la mer Méditerranée depuis longtemps (on en a dénombré 3500 l'année dernière, plus de 2000 depuis le début de cette année), elle est prise et publiée au moment où, en Allemagne, Angela Merkel affiche une volonté politique d'accueil qui tranche avec les réticences françaises. En Grande-Bretagne, où de nombreux quotidiens en ont fait leur une — y compris, d'ailleurs, ceux qui militent habituellement pour le refus des réfugiés —, l'opposition à l'intransigeance politique de David Cameron se fait plus pressante.

Surtout, analyse André Gunthert, la photo s'inscrit *«dans une grammaire visuelle exploitée consciemment par la photographie humanitaire depuis plus d'un siècle»*: celle de l'enfant victime. Kim Phuc la Vietnamiennne, la petite Soudanaise afamée, mais aussi le jeune Mohammed al-Durah, tombé sous les balles israéliennes devant

a reproché Faisal Alazem, directeur du Conseil syro-canadien. Le Canada l'a fait pour Haïti après le tremblement de terre. *«La communauté se demande pourquoi d'autres pays et pas la Syrie? Parce que c'est un pays arabe, un pays à majorité musulmane? [...] C'est difficile de ne pas conclure que la géographie a quelque chose à voir»*, a affirmé M. Alazem.

Le gouvernement conservateur s'est engagé depuis deux ans à accueillir 11 300 réfugiés syriens. De ce nombre, 2374 sont arrivés au pays (622 ont été pris en charge par le gouvernement, les autres par des familles ou organismes privés). M. Harper a promis, il y a deux semaines, d'en accueillir 10 000 de plus d'ici 2018.

«La réponse du Canada fait pitié», a reproché Janet Dench, du Conseil canadien pour les réfugiés. Ottawa devrait à tout le moins offrir un permis de séjour temporaire aux Syriens qui ont des proches au Canada, le temps que leur dossier soit traité ici. L'image d'Aylan, échoué sur les rives de la Turquie, *«souligne l'impact humain et le coût en vies de l'attitude du Canada envers les réfugiés syriens»*, a-t-elle dénoncé.

Un reproche repris par Rosalind Wong, de Solidarité sans frontières, qui déplore l'ensemble de la politique canadienne. Le fédéral a resserré sa couverture des soins de santé pour les demandeurs d'asile et modifié plusieurs lois pour restreindre leur arrivée. La crise syrienne est *«une crise globale, de laquelle le gouvernement est absolument complice»*, a-t-elle accusé.

Le Devoir

Lire aussi · Ébranlée, l'Union européenne tente de surmonter ses divisions. *Page B 9*

Slate. *«On ne sait plus où regarder. Pendant la guerre du Vietnam, une photographie pouvait se retrouver en une et rester pour une journée entière, les gens en parlaient. Aujourd'hui, sur les sites Internet, les photographies restent quelques minutes avant d'être remplacées par une autre image.»*

Twitter, accélérateur

Un an plus tard, la photo d'Aylan Kurdi, qui n'est pas la première à montrer les souffrances des enfants réfugiés, a pourtant réussi à s'imposer à la presse, notamment parce qu'elle a été massivement relayée sur les réseaux sociaux. *«Twitter a acquis une fonction d'accélération et de validation dans la sélection des icônes»*, analyse ainsi André Gunthert. Impossible pour les médias d'ignorer une image partagée massivement sur les réseaux sociaux, cristallisant le jugement moral d'une partie de l'opinion. Mais impossible aussi de ne pas noter que cette photo, en raison justement de sa dimension très symbolique, permet à chacun d'y projeter ce qu'il veut.

De tout cela, faut-il pour autant déduire la publication et le relais de ces photos comme inutiles? Non, car ces images *«deviennent des marqueurs historiques»*, dit André Gunthert: *«On ne se souvient pas de la fin de la guerre au Vietnam, car la photo de Kim Phuc en est devenue l'icône.»* La photo d'Aylan Kurdi pourrait connaître le même sort pour la crise des réfugiés, et *«c'est loin d'être négligeable»*.

Libération

RÉFORME

SUITE DE LA PAGE 1

posées aux entreprises, notamment la réduction de 1,1 milliard de l'impôt sur les bénéfices et de 400 millions de la taxe sur la masse salariale.

Carlos Leitão a indiqué que la réforme, prise dans son ensemble, doperait de 2 milliards le produit intérieur brut (PIB) du Québec. *«En plus, la plupart des contribuables en sortiraient gagnants»*, a-t-il soutenu.

«Le Québec a besoin d'une telle réforme, juge le ministre des Finances. Ça nous placerait à

l'avant-garde en Amérique du Nord et ça nous donnerait un coup de pouce très fort pour la croissance économique. On a besoin d'un tel boost pour moderniser notre économie.»

Mais du côté des partis d'opposition, on ne partage pas cet optimisme. Au Parti québécois et chez Québec solidaire, on souligne que les taxes à la consommation sont régressives, alors que l'impôt sur le revenu est plus progressif. Même si des crédits d'impôt à la solidarité sont prévus pour les gagne-petit afin de pallier la hausse de la TVQ, les familles de la classe moyenne, qui n'ont pas droit à ces crédits, mais qui paient peu d'impôt, vont écopier. *«Il y a des gens qui vont gagner et il y a des gens qui vont*

perdre, a prêté le porte-parole péquiste en matière de finances, Nicolas Marceau. *C'est les ménages de la classe moyenne qui vont perdre et qui vont passer à la caisse.»*

Pour Françoise David, de Québec solidaire, *«les gens ordinaires vont continuer à s'endetter et s'appauvrir pour permettre à une minorité de continuer à s'enrichir»*.

En outre, Nicolas Marceau a mis en doute que la réforme puisse gonfler l'économie de 2 milliards. Le modèle utilisé ne tient pas compte de l'augmentation du commerce transfrontalier, du commerce en ligne et de l'évasion fiscale qu'une hausse de la TVQ pourrait engendrer. Déjà, quand Raymond Bachand, alors

ministre des Finances, a haussé la TVQ, il prévoyait des revenus de 15,2 milliards; trois ans plus tard, ils ne sont que de 14,6 milliards. *«On sait qu'il s'est passé quelque chose. On sait que le phénomène s'est exacerbé, qu'il va s'accroître»*, a prévenu l'économiste.

«C'est très risqué, croit-il. On fait miroiter des choses qui pourraient ne pas se matérialiser.»

Du côté de la Coalition avenir Québec, on ne s'oppose pas à la réforme, mais on ne croit pas que le gouvernement Couillard pourra la mettre en œuvre totalement en raison de la faiblesse de l'économie.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h
Renseignements et administration : 514 985-3333

sur Facebook et sur Twitter

Le Devoir sur ledevoir.com

sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements

(lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com